



Les organisations syndicales du groupe Atos interpellent les actionnaires qui se réunissent en Assemblée Générale le 30 avril 2019 à Bezons.

Nous nous inquiétons des conséquences sur l'emploi, sur les conditions de travail et sur les statuts de plusieurs décisions et annonces récentes de la direction du Groupe : achat du Groupe Syntel, sortie de Worldline, projets de filialisation de BDS et de réorganisation (voir communiqué intersyndical ci-dessous).

C'est pourquoi, nous demandons à intervenir au cours de l'assemblée générale des actionnaires qui se déroulera 80 quai Voltaire à Bezons le 30 avril 2019 à 10H.

**Nous appelons les salariés du Groupe à se rassembler
à partir de 8h30 dans le hall d'accueil de Bezons.**

à Bezons, le 26 avril 2019

Communiqué intersyndical sur le projet Cybèle

Les Organisations Syndicales CFTD, CFE-CGC, FO, CGT, UNSA, CFTC interpellent les actionnaires du groupe Atos sur le projet Cybèle qui vise au désengagement majoritaire d'Atos sur Worldline.

Worldline est une filiale très largement bénéficiaire dans le domaine de l'e-paiement.

Toutes les instances de représentation du personnel consultées, notamment au Comité Européen d'ATOS (SEC), ont exprimé leur désaccord avec ce projet en demandant son retrait et en émettant des avis très négatifs mêlés à de grandes inquiétudes.

En effet, le lancement du projet Cybèle apparaît comme une décision de court-terme destinée à anticiper ou répondre à une réaction des actionnaires probablement mécontents de la chute du cours de l'action de 40% en 2018 ; chute du cours de l'action qui trouve son origine dans

les « révélations » du crédit Suisse sur la trésorerie, sur l'achat de Syntel qui a été jugé surévalué par les observateurs et enfin l'annonce de résultats inférieurs aux prévisions.

En premier lieu, le projet de distribution d'actions aux actionnaires d'Atos est risqué.

Pour les salariés de Worldline d'abord, car si ce projet peut donner à Worldline une certaine indépendance en disposant d'une plus grande flexibilité financière afin de participer à la consolidation en cours dans le secteur de l'e-paiement, il constitue aussi un signal très clair de vulnérabilité sur les marchés boursiers et donc de mise en vente de cette filiale aujourd'hui majoritaire. Aussi, le risque est important que Worldline soit racheté mais à quel prix social pour les salariés ?

Pour les autres salariés d'Atos,

- Le projet Cybèle qui affaiblit le Groupe financièrement,
- Les répercussions de l'achat de Syntel sur la GBU France et l'endettement afférent,
- La filialisation envisagée de BDS,
- La réorganisation prévue dans le cadre du plan 2020 – 2022,

annoncent de profonds changements dans les mois à venir et nous craignons qu'ils soient au détriment des conditions d'emploi et de travail des salariés.

Avec le retrait de Worldline, Atos se sépare donc de son activité la plus lucrative qui génère le plus de croissance et ce n'est pas parce que Syntel est supposé apporter un surcroît de croissance (ce que rien ne garantit) que ce projet justifie de se séparer d'un tel actif.

La combinaison Atos-Worldline offre aujourd'hui une protection des deux entreprises contre les prises de contrôle hostiles. Tout comme Worldline, Atos devient plus facilement « OPABLE » avec les conséquences graves qui peuvent en découler pour les salariés ainsi que des incidences au niveau Européen sur la sécurité des données.

Bien qu'ils œuvrent tous les jours de l'année pour produire les richesses du Groupe, les salariés subissent l'austérité salariale ; la dernière décision inadmissible et brutale de la direction étant de réduire de manière unilatérale les variables 2018 de 20% après en avoir retardé le paiement de plusieurs semaines.

Dans ce contexte, faire un cadeau de 2 Mds € aux seuls actionnaires est un très mauvais signal et est ressenti comme une provocation.

Les salariés ne peuvent indéfiniment subir les conséquences sociales des décisions de la direction.

Plutôt que la recherche d'un cours de l'action toujours plus haut, porteuse de risques pour l'emploi et les conditions sociales des salariés, les Organisations Syndicales CFDT, CFE-CGC, FO, CGT, UNSA, CFTC demandent que soit privilégiée une logique de développement industriel générateur d'emplois qualifiés dotés de salaires et garanties sociales de haut niveau avec un impact positif au niveau national et européen.

L'Assemblée Générale est aujourd'hui appelée à se prononcer sur l'avenir du groupe Atos et des salariés qui le font vivre.

Saura-t-elle entendre leur point de vue et leurs revendications dans l'intérêt du Groupe ?

A Bezons, le 30 avril 2019